

# L'ennemi de l'intérieur

## DÉTOURNEMENT DE MUNITIONS EN OUGANDA ET AU BRÉSIL

En octobre 2006, des guerriers de la région de Karamoja, dans le Nord de l'Ouganda, ont abattu 16 soldats ougandais en pleine opération de désarmement forcé. D'après les informations fournies dans ce chapitre, il est possible que certains de ces soldats aient été tués par des balles destinées à leur usage personnel. À Rio de Janeiro, au Brésil, 52 policiers ont été tués pendant qu'ils étaient en service, en 2004. D'après les éléments fournis dans cette étude, certains d'entre eux ont peut-être été tués par des balles à l'origine destinées à leurs propres forces.

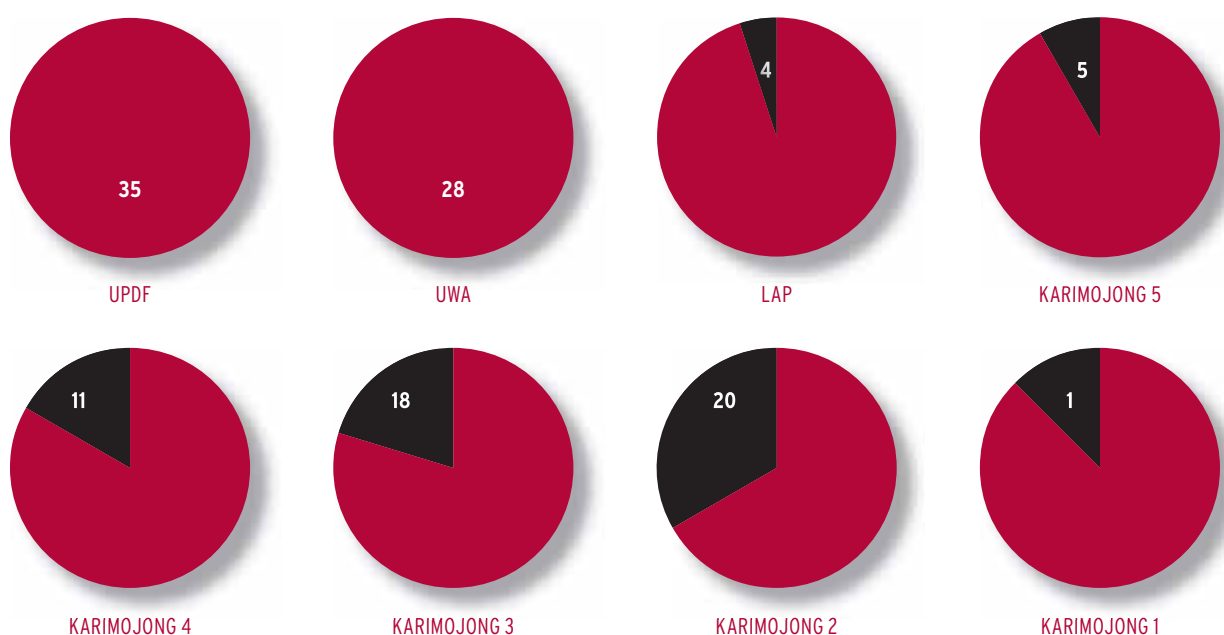
Ce chapitre présente les résultats de deux études pilotes menées dans le cadre du projet de traçage des munitions, projet en expansion rapide mené par le Small Arms Survey. Les deux études pilotes ont été conduites à des endroits où la violence armée atteint des niveaux extrêmement élevés.

Les informations fournies dans ce chapitre montrent qu'une bonne partie des munitions circulant parmi les acteurs non-étatiques dans les deux régions ont été illicitement détournées des forces de sécurité de l'État. En quantifiant et en localisant les flux de munitions, ce chapitre fournit des preuves solides sur le rôle majeur des armes et des munitions détournées dans le maintien de la violence armée.

**Karamoja, dans le Nord de l'Ouganda :** les Karimojongs sont des groupes pastoraux semi-nomades qui se battent entre clans avec des armes légères depuis les années 1970. Les nombreuses initiatives gouvernementales menées en vue de désarmer les guerriers karimojongs semblent avoir été contrariées en partie parce que des membres des forces régulières et auxiliaires de l'Ouganda les approvisionnent en munitions.

Cinq raisons étayaient cette conclusion. Premièrement, bien que les munitions utilisées par les forces de l'État ougandais et par les Karimojongs ne soient pas exactement les mêmes, elles sont suffisamment similaires pour nous autoriser à conclure que les acteurs étatiques et non-étatiques possèdent des sources de munitions très similaires. Deuxièmement, des militaires ont admis, dans des déclarations publiées dans la presse ougandaise, que des échanges ont lieu entre des membres de l'unité de défense locale (qui fait partie des forces de défense secondaires de l'Ouganda) et leurs camarades guerriers karimojongs. Troisièmement, des quantités relativement élevées de munitions de mauvaise qualité de fabrication ougandaise – publiquement critiquées par des

Figure 9.5 Munitions de 7,62 x 39 mm produites par Luwero Industries (Ouganda) et stockées par des groupes à Karamoja (part du stock de chaque groupe) (n = 402)



Producteur ■ Luwero Industries ■ Autre

Remarque : les chiffres indiqués sur les graphiques circulaires correspondent aux nombres de munitions unitaires.

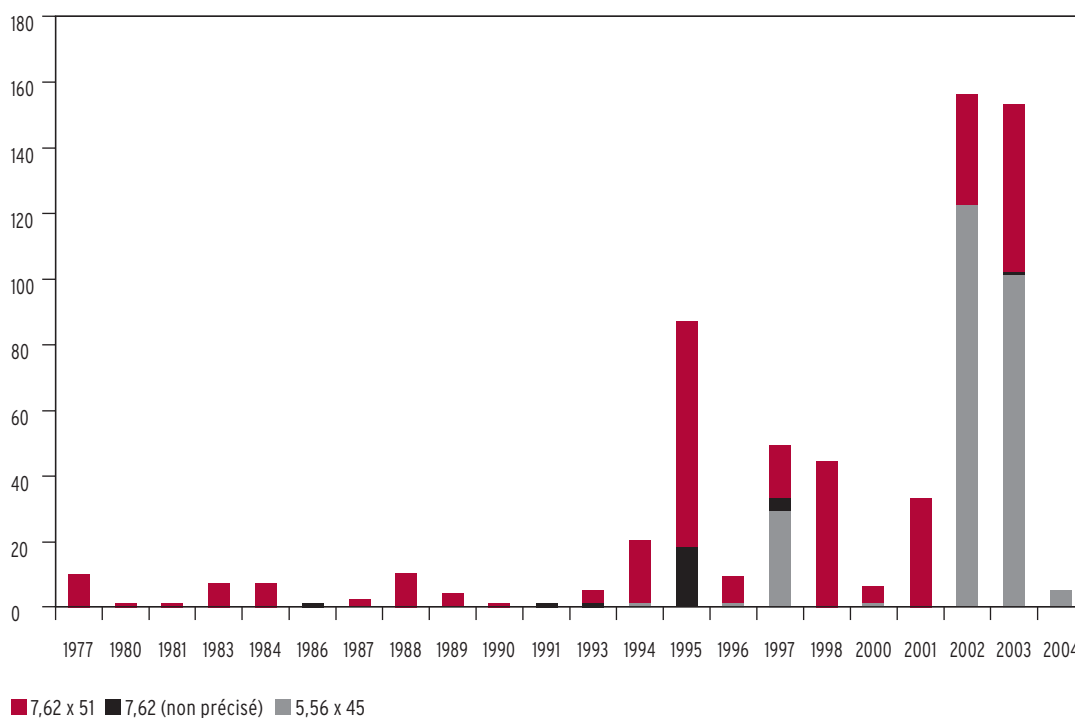
membres des forces de sécurité – circulent chez les Karimojongs (cf. figure 9.5). Plus important encore, ces munitions sont nettement moins fréquentes au sein des forces armées de l'État, ce qui laisse supposer que ces dernières trouvent des moyens de s'en « délester ». Quatrièmement, de nombreuses preuves montrent que les armes et les munitions ne sont pas les seules fournitures militaires troquées. Enfin, les guerriers karimojongs affirment catégoriquement que le personnel des forces de sécurité ougandaises constitue leur principale source d'armes et de munitions et se disent mécontents d'avoir été désarmés – plusieurs fois dans certains cas – et d'avoir à racheter des armes et des munitions.

**Rio de Janeiro, au Brésil :** depuis le milieu des années 1980, des organisations criminelles ont obtenu le contrôle territorial de plusieurs quartiers pauvres (favelas) de Rio de Janeiro. Ces factions se livrent une concurrence armée pour obtenir le contrôle de points de vente de drogue rentables et affrontent également les forces de sécurité publiques. Les munitions contribuent de manière fondamentale à alimenter ce conflit, qui semble pour l'essentiel échapper aux forces de sécurité de l'État.

Une combinaison de facteurs nous autorise à penser que les forces de sécurité de l'État – la police surtout – sont la source d'une bonne partie des munitions pour fusils d'assaut se trouvant entre les mains des gangs de criminels. Premièrement, les munitions sont des munitions pour fusils d'assaut à usage restreint utilisées par la police de Rio de Janeiro. Au sein de la population civile, les utilisateurs de ces munitions sont peu nombreux. Deuxièmement, la prévalence des munitions de 5,56 x 45 mm dans l'échantillon fabriqué en 2002 et 2003 coïncide avec les années au cours desquelles les forces de police de Rio de Janeiro ont acheté de grandes quantités de munitions de 5,56 x 45 mm. Il existe un parallèle similaire entre les augmentations de munitions 7,62 x 51 mm et l'adoption par la police d'armes de ce calibre au milieu des années 1990 (cf. figure 9.10). Troisièmement, le rôle de la police dans un détournement de munitions de grande échelle a été révélé en juillet 2005, ce qui montre que la police est à l'origine de l'entrée de munitions sur le marché clandestin.

Figure 9.10 **Quantité de munitions pour fusil d'assaut CBC à usage restreint saisies, par calibre et année de fabrication (n = 612)**

QUANTITÉ



Remarque : aucune des cartouches fabriquées en 1978, 1979, 1982, 1985, 1992 et 1999 n'a été trouvée dans l'échantillon. Ces années ne sont donc pas représentées sur le graphique.  
Source : données fournies par DPTC et analysées par Viva Rio

Enfin, la période entre la date de fabrication des munitions et leur saisie sur le marché clandestin est brève, ce qui indique, comme pour l'Ouganda, que la chaîne logistique est courte et que la source est proche du lieu de saisie.

**Conclusion :** en conclusion, ce chapitre indique que les méthodes de traçage des munitions ici présentées constituent des outils de recherche vitaux pour comprendre les flux illicites de munitions. Les cas de Karamoja et de Rio de Janeiro soulignent une fois de plus le rôle des forces de sécurité de l'État dans l'acquisition de munitions par les groupes armés non étatiques.

Dans le cas de l'Ouganda, les informations réunies montrent clairement le rôle des forces de sécurité dans le transfert des munitions aux Karimojongs. Cela va à contre-courant des initiatives de désarmement successives et continues qui visent à faire cesser le conflit dans cette partie de l'Ouganda. Dans le cas de Rio de Janeiro, les preuves ne sont pas assez nombreuses pour que l'on puisse affirmer l'existence de ce genre de trafic. Néanmoins, il est clair que, que ce soit par la vente, la perte ou le vol, les munitions des forces de sécurité alimentent en partie la violence armée extrême dans la ville.

Il est impératif de s'attaquer au problème du détournement des munitions pour pouvoir empêcher les forces de sécurité de contribuer à la violence armée. ■